

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

4 et 11 MARS 1973

1^{re} Circonscription

CANDIDAT

BASTIEN LECCIA

*Ancien Député de la 1^{re} Circonscription
Adjoint au Maire, délégué à l'Instruction Publique
Membre du Comité Directeur National du Parti Socialiste
Croix de Guerre 1939-1945
Médaille de la Reconnaissance Française*

SUPPLEANT

FERNAND GADET

*Membre du Comité fédéral des Bouches-du-Rhône
Croix de Guerre 1939-1945*

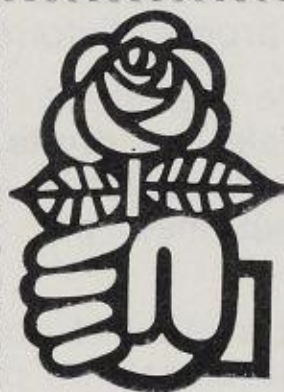
PRES de 60 % des électeurs français attendent de leur député qu'il soit d'abord le défenseur de leur circonscription. Cette préoccupation a sans doute été la vôtre, sans que vous puissiez oublier que la solution de bien des problèmes se situe au niveau national.

La 1^{re} Circonscription couvre en très grande partie le centre de Marseille. Les artisans et commerçants y sont nombreux, ainsi, d'ailleurs que les personnes âgées. Mais l'éventail socio-professionnel y est plus large que cela ne paraît: ouvriers, employés, cadres moyens et supérieurs du secteur privé et de la fonction publique.

En raison de la diversité des problèmes qui se posent aux uns et aux autres, la 1^{re} Circonscription a besoin d'un député dynamique, efficace, toujours près de ses électeurs.



BASTIEN LECCIA



PARTI SOCIALISTE

Radicaux de Gauche
Chrétiens Démocrates
U.G.S.D.

**UN CHOIX
QUI ENGAGE
VOTRE
AVENIR**

Si les prochaines élections législatives ramenaient la même majorité U.D.R. à l'Assemblée Nationale ce serait un malheur pour la France.

Cette majorité qui vous nourrit de promesses fait la preuve de son incapacité à régler les problèmes économiques et sociaux, à voter des budgets en équilibre, à arrêter la hausse des prix, à mettre fin à l'injustice.

Face à cette situation, le programme commun signé par le Parti Socialiste, s'il n'a pas la prétention de changer les choses par un simple coup de baguette magique, a le mérite d'être sérieux et réaliste.

Il constitue devant le pays, devant chacun d'entre vous, l'engagement solennel de promouvoir les réformes nécessaires pour vous permettre de vivre mieux.

Dans la liberté, la sécurité, la prospérité.

Les 4 et 11 mars, les élections seront, à la fois, un choix d'hommes et un choix de politique.

BASTIEN LECCIA, vous le connaissez.

Il a déjà été votre député en 1967. Il a été élu au Conseil Municipal de Marseille en 1959.

Il exerce actuellement les fonctions d'adjoint à l'Instruction Publique : délégation importante concernant 3.000 agents municipaux, et 600 établissements scolaires groupant près de 130.000 élèves et 5.000 enseignants.

Ces importantes fonctions ne l'empêchent pas de se préoccuper inlassablement de sa circonscrip-

tion. Il parcourt méthodiquement les 300 rues qui la composent. Il peut ainsi, par ses nombreux contacts avec la population et les divers groupements qui la représentent (C.I.Q., Associations de parents d'élèves, Associations sportives ou culturelles) connaître les multiples problèmes posés, contribuer à les résoudre. Son action s'exerce particulièrement en faveur des catégories les plus défavorisées : les personnes du 3^e âge, les handicapés, les jeunes sans emploi, les commerçants et les artisans, les rapatriés qu'il faudra enfin indemniser.

Pour **BASTIEN LECCIA**, la politique est essentiellement un moyen d'atteindre des objectifs humains.

Ces candidats se présentent avec un programme. Cela est essentiel

En effet, les électeurs en votant pour un homme ne lui signent pas un chèque en blanc. Ils ont le droit absolu de savoir, non seulement pour qui ils votent, mais aussi pour quoi ils votent, c'est-à-dire quels objectifs, quelle politique, quelles actions concrètes, les candidats s'engagent à réaliser une fois élus. C'est là une question fondamentale de loyauté et de

moralité politique, de respect de la règle démocratique. Une question de confiance.

BASTIEN LECCIA et Fernand GADET défendent le programme commun, dont l'U.D.R. — qui n'a pas de programme du tout — essaie de dénaturer le contenu réel.

Pourquoi un programme commun ?

Pour gouverner la France dans le respect imprescriptible de la liberté et de la démocratie. **Les Socialistes ne veulent ni d'un système soviétique ni d'un système américain.** La France a assez de gloire et de richesse pour écrire sa propre Histoire.

Le programme commun reconnaît formellement : la **pluralité des partis**, la garantie légale **des droits à l'opposition** de former une nouvelle majorité, le respect absolu de la volonté exprimée par le **suffrage universel**.

Les nationalisations ? Il y en a neuf en tout et pour tout. Moins que celles décidées à la Libération par les gouvernements du Général de Gaulle et de Georges Bidault. Qui peut s'opposer à la nationalisation des sous-sols, de l'armement, de l'aéronautique,

des produits pharmaceutiques, des banques d'affaires et de crédit ?

Tout en assurant à la Nation la maîtrise des moyens les plus importants de production et de financement, **la nationalisation sauvegardera expressément les intérêts des petits épargnants actionnaires.**

Nationalisation n'est pas étatisation : **le secteur nationalisé restera concurrentiel, tout comme le secteur privé qui continuera à se développer.**

Le droit à la propriété privée ? **Il sera absolument garanti.** Ce qui n'est pas le cas actuellement pour un petit commerce accablé de charges, acculé à la faillite. Dans notre seule région, 700 commerces de détail ont disparu au cours de ces dernières années !

Il faut une nouvelle majorité parlementaire

Il faut une nouvelle majorité pour que l'horizon de la jeunesse s'éclaire.

Il faut une nouvelle majorité pour accorder à ceux du troisième âge le droit à une vieillesse heureuse.
Il faut une nouvelle majorité pour que les femmes accèdent enfin à l'égalité dans le travail, la société, la famille.

Il faut une nouvelle majorité pour assurer aux

cadres la place de responsabilité et de dignité qui doit leur revenir dans une politique de progrès.

Il faut une nouvelle majorité pour arracher enfin à l'inquiétude et à l'angoisse la petite industrie, le commerce et l'artisanat.

Il faut une nouvelle majorité pour entrer dans la voie d'une économie dynamique qui permettra à tous de bénéficier du prix de leur travail et des richesses de notre pays.

Vous allez décider de votre avenir et de celui de la France

Vous voulez vivre mieux. Vous voulez changer de vie. Seul un changement de majorité parlementaire permettra d'atteindre ces deux objectifs.

Que ce soit en matière d'économie nationale aussi bien que pour favoriser la promotion de la femme,

fortifier votre pouvoir d'achat, développer la communauté européenne.

Vous voulez vivre libre dans une France libre. Vous en déciderez les 4 et 11 mars 1973. En décidant du même coup de votre avenir et de celui de la France.

POUR MIEUX DEFENDRE MARSEILLE

Faites confiance à
BASTIEN LECCIA
Fernand GADET